

PÉNICAUD, MINISTRE DE LA RÉPRESSION SOCIALE

Les postières et postiers des Hauts-de-Seine, en grève depuis 320 jours contre la destruction des tournées de La Poste et contre la répression, et leur soutien, ont décidé d'occuper la cour d'honneur du ministère du Travail.

Tout se passait bien dans le calme, sans violence ni dégradation. Le ministère a dépêché un médiateur. Un rendez-vous était en train d'être fixé pour le début de la semaine prochaine. Mais, apparemment, Mme Pénicaud en a décidé autrement : les CRS ont expulsé les occupants avec violence et tenté une première interpellation du secrétaire du syndicat Sud Poste 92.

La première tentative ayant échoué, la deuxième s'est faite avec encore plus de violence lorsque les forces de l'ordre ont demandé aux manifestants de partir par le métro, cinq par cinq. Lorsque Gaël Quirante allait quitter la nasse, les CRS ont profité de cette occasion pour l'interpeller.

L'action syndicale n'est pas un délit. Quand l'Etat s'attaque à un syndicaliste, ce sont tous les syndicalistes qui sont attaqués.

Nous appelons la ministre du Travail, le gouvernement et le président de la République à revenir à la raison.

Nous exigeons :

- => la libération immédiate du syndicaliste Gaël Quirante,
- => l'abandon de toutes les poursuites imaginées à son encontre,
- => l'ouverture de négociations à La Poste concernant la réorganisation à l'œuvre,
- => le respect immédiat de toutes les sanctions judiciaires contre La Poste.

Pour exiger ces revendications, nous appelons nos mandant.es, les salarié.es de tous secteurs et les camarades de la CGT à participer au :

RASSEMBLEMENT

CE SOIR À 18 H 30
144, BD DE L'HÔPITAL • PARIS 13^E